



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 24 novembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17 novembre 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BAMAS**

Base de maintenance de Saint-Dizier  
Parc de référence Nord - Parkway  
52100 Saint-Dizier.

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 novembre 2023 dans l'établissement BAMAS implanté Base de maintenance de Saint-Dizier Parc de référence Nord - Parkway 52100 Saint-Dizier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été mise en place suite à la déclaration d'un incident ayant eu lieu le 16 novembre 2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BAMAS
- Base de maintenance de Saint-Dizier Parc de référence Nord - Parkway 52100 Saint-Dizier
- Code AIOT : 0005704915
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La BAMAS a été mise en service en 2019 en vue d'accueillir des activités de maintenance et d'entreposage de machines et d'outillages provenant de centrales nucléaires (AP du 26/06/2016).

EDF avait confié l'exploitation du site à une de ses filiales CYCLIFE. Depuis le 1er octobre 2021 (Arrêté préfectoral du 9/07/2021) EDF a repris l'exploitation du site en direct. Depuis le 2/08/2021, Dalkia EN est l'opérateur du site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Incident

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00  
Tél. : 03 51 37 61 90  
89 rue Victoire de la Marne – CS 0002  
52901 CHAUMONT cedex

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Déclaration d'incident	Arrêté Préfectoral du 26/02/2016, article 2.5.6	/	Mesures d'urgence	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déclaré un incident qui aurait pu avoir des incidences en dehors des limites de propriété de l'établissement et qui démontrent de nombreuses défaillances dans la gestion du risque de dispersion de substances contaminantes.

Ce rapport propose la mise en œuvre de mesures d'urgence et de mesures conservatoires dans l'attente d'un retour à la conformité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2016, article 2.5.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'incident
<b>Prescription contrôlée :</b> Incidents ou accidents L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.  Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le 16 novembre 2023, à 20h21, le responsable de la BAMAS a signalé par mail à l'inspection un incident survenu dans l'après-midi.  Le même jour dans la matinée, deux salariés Dalkia ont livré du matériel à destination du Lycée Blaise Pascal avec lequel la base a un partenariat. Ce matériel (des gants et autres petits matériels), se trouvait dans des petits cartons entreposés au magasin froid. Pour amener les cartons jusqu'à la voiture qui se trouvait sur le parking, le magasinier a pris son chariot, est allé récupérer une palette en fer dans la zone d'entreposage (froide), et a ensuite mis l'ensemble des cartons dessus. Il est

ensuite allé avec son lève-palette jusqu'à la voiture située sur le parking, en passant donc par le portail de détection sortie C3 véhicules (qui n'a pas déclenché). Les cartons ont été mis dans la voiture et les salariés sont allés au Lycée. Au retour du parking, le lève-palette avec la palette vide a déclenché le C3 entrée. Il ne s'est pas inquiété plus que ça immédiatement car les C3 sonnent régulièrement de manière intempestive en cas de pluie. Après quelques temps, un cadre, pris d'un doute au sujet du déclenchement du C3 est allé vérifier la palette et a révélé une contamination à 200 Bq (à priori fixée mais à confirmer).

La chaîne de responsabilité et de causes complète sera établie par un retour d'expérience et des audits internes. A ce stade, il peut être établi :

- 1) que la palette contaminée n'aurait pas dû sortir de la zone "maintenance" (chaude) et se trouver dans la zone d'entreposage (froide). En effet, sa contamination aurait dû être détectée lors de son passage de la zone chantier à la zone d'entreposage ;
- 2) que le responsable du matériel n'aurait pas dû sortir de palette (même non contaminée) du bâtiment de stockage. Le règlement le lui interdit ;
- 3) que la non fiabilité du portail C3 avait été identifiée et était en cours de remédiation.

L'exploitant a déclaré que les cellules photoélectriques du portail C3 n'étaient pas adaptées pour un usage extérieur et il avait été constaté que les fortes pluies avaient tendance à produire des déclenchements inopinés. Cela avait été identifié et était en cours de remédiation : les cellules du portail "entrée" avaient été changées récemment. Celles du portail "sortie" allaient l'être très prochainement. Le dernier rapport de vérification du portail et le bon de commande des cellules ont été présentés à l'inspection.

L'exploitant déclare avoir tout de suite mis en place les actions correctrices suivantes :

- Contrôle du véhicule utilisé : un point de contamination à plus de 2 Bq/cm<sup>2</sup> a minima sur une partie du plancher du coffre
- Contrôles des 2 salariés au C2 avec leur tenue : RAS
- Contrôle des cartons au Lycée : contamination des cartons confirmée
- Sur l'ensemble des cartons, 3 sont contaminés (ceux qui étaient en contact avec la palette)
- Les locaux du Lycée concernés ont été contrôlés : RAS. Néanmoins, le local a été condamné le temps d'analyser les frottis sur nos appareils à la BAMAS
- 3 professeurs ont accédé au local. Ils ont été contrôlés RAS et ont été invités à la BAMAS pour passer au détecteur C2 afin de garantir l'absence de contamination : RAS
- Échange avec la proviseure pour lui expliquer la situation.
- Alerte du sous-préfet sans délai.

Suite à ce dysfonctionnement, il apparaît que d'autres colis seraient sortis du site (action mal-attentionnée liée au comportement d'un ou de plusieurs employés du site).

Des propositions de suites immédiates sont envisagées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mesures d'urgence

**Proposition de délais :** 1 mois